

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 01/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**IRIS**

1126a avenue du Moulinas  
30340 Salindres

Références : -  
Code AIOT : 0006600760

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2025 dans l'établissement IRIS implanté 1126a avenue du Moulinas 30340 Salindres. L'inspection a été annoncée le 31/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le contexte de la perception d'odeurs désagréables et récurrentes touchant Salindres et les communes environnantes. ATMO Occitanie est missionnée pour évaluer la situation odorante de la zone et a mis en place un observatoire des odeurs déclaratif, via la plateforme de signalement ODO depuis 2021. La démarche s'appuie sur les riverains des communes de Salindres, Rousson, Saint Julien les rosiers et Saint Privat des vieux et sur les acteurs locaux. Des partenariats ont été noués avec la mairie de Salindres ainsi que 5 industriels (Axens, Solvay, Néoval, Véolia eau et Iris).

L'objectif de la présente visite est de pouvoir caractériser des nuisances olfactives susceptibles

d'être générées par les activités de l'entreprise IRIS. L'inspection a consisté en l'identification des impacts odorants potentiels, des mesures prises pour caractériser ces impacts qui pourraient être en lien avec les activités du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IRIS
- 1126a avenue du Moulinas 30340 Salindres
- Code AIOT : 0006600760
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

IRIS est spécialisée dans l'activité de conditionnement de produits phytopharmaceutiques solides ou liquides destinés à l'agriculture.

Cette usine est soumise à autorisation au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), et doit notamment respecter les exigences de l'arrêté préfectoral n°2015-38 du 13 octobre 2015. Elle est classée Seveso seuil bas.

**Thèmes de l'inspection :**

- Odeur

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Entretien de l'établissement	AP Complémentaire du 13/10/2015, article 2.1.6	Sans objet
2	Suivi APMD 17/02/2025	AP de Mise en Demeure du 17/02/2025, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En ce qui concerne les nuisances olfactives, une étude "caractérisation des odeurs de l'entreprise IRIS" a été conduite en 2022 par un bureau d'étude extérieur pour les caractériser, notamment en concentration et intensité d'odeur. Cette étude conclut que "les seules odeurs perçues lors de la visite du site l'ont été à l'intérieur des ateliers. Il s'agit d'odeurs de très faibles niveaux d'intensité, sans caractère désagréable affirmé. Aucune odeur n'a été perçue autour des bâtiments."

Les constats relevés par l'inspection, et détaillés au constat 1 ci-après, sont cohérents avec la conclusion de cette étude.

Lors du tour du site, l'inspection ne détecte pas d'odeur à l'extérieur des bâtiments, et seules quelques odeurs de très faible intensité sont perçues à l'intérieur du bâtiment 2, au sein de l'atelier de formulation des herbicides, pouvant effectivement être décrites comme "douces et sans caractère désagréable affirmé".

En termes organisationnels, l'exploitant dispose d'une démarche de prévention et de surveillance concernant le volet "odeur", qui lui permettrait, en cas d'épisode d'odeurs qui pourrait le cibler, une identification et la mise en place d'actions correctives en réponse. A noter qu'à date, depuis la mise en place de l'observatoire des odeurs à Salindres, il n'est pas relevé de signalement spécifique ciblant le site d'IRIS, en lien potentiel avec les activités du site.

Enfin, la visite d'inspection a également permis de relever que l'exploitant a mis en place un plan

d'actions adapté pour la mise en conformité de ses installations dans les délais imposés par l'arrêté préfectoral de mise en demeure 2025-05 du 17 février 2025 faisant suite à la dernière visite d'inspection du 23 octobre 2024. Il est demandé un premier point d'avancement d'ici la 17 mai 2025, justificatifs à l'appui, concernant les mises en conformités attendues à échéance des 3 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Entretien de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/10/2015, article 2.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeur
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement et ses abords sont tenus dans un état de propreté satisfaisant notamment les voies de circulation, l'intérieur des ateliers, les aires de stockage et les conduits d'évacuation, doivent faire l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, les envols et entraînements de poussières susceptibles de contaminer l'air ambiant et les eaux pluviales. Les matériels de nettoyage doivent être adaptés aux risques présentés par les produits et poussières.
<b>Constats :</b>  La visite sur site a consisté au tour extérieur des bâtiments et au tour de l'intérieur du bâtiment de formulation n°2. Le site est constaté en état de propreté satisfaisant : voies de circulation, intérieur des ateliers et aires de stockage.  En ce qui concerne le volet spécifique "odeur", objet de la présent visite, l'inspection relève que : - Iris participe au réseau d'odeur mis en place à Salindres par ATMO Occitanie (SignalAir/ODO). L'exploitant précise ne pas avoir été l'objet de signalement spécifique le ciblant depuis la mise en place de cet observatoire, en lien potentiel avec les activités du site. Il indique que dans le cadre de cet observatoire, un accueil des riverains et nez de la zone à été organisé sur le site industriel pour une visite des installations et une caractérisation des odeurs ressenties ; - Une étude "caractérisation des odeurs de l'entreprise IRIS" a été conduite en 2022 par la société Olentica, au cours de laquelle aucune odeur n'a été détectée à l'extérieur des bâtiments. Seules quelques odeurs de très faible intensité ont été perçues à l'intérieur du bâtiment 2, au niveau de l'atelier d'emballage d'insecticides et de fongicides et au niveau de celui de formulation et d'emballage des herbicides. L'odeur la plus caractéristique détectée a été celle liée à l'acide pélargonique utilisé dans la formulation d'herbicides. Deux prélèvements au niveau de la zone de formulation et d'emballage des herbicides ont été réalisés dans des conditions d'exploitation caractérisées par une production maximale d'herbicides à base d'acide pélargonique : les concentrations d'odeur mesurées au niveau de cet atelier herbicide ont été extrêmement faibles (26 à 71 UOe/m <sup>3</sup> ), de l'ordre de grandeur du bruit de fond de l'appareil de mesure. L'odeur de l'intérieur de l'atelier herbicides a été caractérisée par les experts par deux notes dominantes de « doux/sucré » et de « produit chimique », avec une intensité d'odeur "très faible" ou "nulle" et une odeur jugée "indifférente". L'étude conclut que "les seules odeurs perçues lors de la visite du site l'ont été à l'intérieur des ateliers. Il s'agit d'odeurs de très faibles niveaux d'intensité, sans caractère désagréable affirmé. Aucune odeur n'a été perçue autour des bâtiments."

Sur le questionnement des modifications et de la gestion de potentiels dysfonctionnements sur les installations, pouvant être une cause plausible d'épisodes olfactifs, l'exploitant précise que :

- aucun nouveau produit n'a été introduit depuis l'étude de 2022 sur les ateliers et que le mix des produits reste stable et n'a pas évolué depuis.

- un cahier de consigne est en place sur les ateliers, permettant d'assurer une traçabilité des actions menées et qu'un processus incluant la direction du site permet la mise en place d'actions correctives en cas de non-conformité détectées.

Cette organisation permet une démarche de prévention et de surveillance concernant entre autre le volet "odeur" et permettrait une identification et la mise en place d'actions correctives en cas d'épisodes d'odeurs.

Lors de la visite des installations :

- L'inspection s'est intéressée aux points de rejets canalisés du site : il est relevé :

- \* sur la chaîne production "liquide" (dont zone herbicide citée dans l'étude odeur 2022) : un flux capté à la source (dont une partie du stockage vrac matières premières), dirigé et traité sur charbon actif : aucune source d'odeur n'est relevée au point d'émission canalisé situé à l'extérieur, à l'étage du bâtiment 2. L'exploitant précise que le charbon actif est changé de manière préventive à fréquence fixée par le service maintenance sans attendre sa saturation et que la vérification de son bon fonctionnement est assurée par la mesure en continue du débit d'air passant.

- \* sur la chaîne production "solide" : flux capté à la source, dirigé et traité sur unités de traitement DCE pour récupération des poussières avant rejet sur les 5 points canalisés répertoriés par l'exploitant : par sondage il a été visité la zone de l'unité DCE à l'étage du bâtiment 2 : aucune odeur n'est relevée.

- L'inspection ne détecte pas d'odeur à l'extérieur des bâtiments. Seules quelques odeurs de très faible intensité sont perçues à l'intérieur du bâtiment 2, au niveau de l'atelier de formulation des herbicides, pouvant effectivement être décrites comme "douces et sans caractère désagréable affirmé".

Le constat ici relevé le jour de la visite reste cohérent avec les conclusions de l'étude "odeur 2022" sus-citée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 :** Suivi APMD 17/02/2025

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 17/02/2025, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Suivi mise en conformité

**Prescription contrôlée :**

La société IRIS (SIRET : 43399614700032), dont le siège social est domicilié au 1126 avenue du Moulinas - Z.I. Synerpôles - Le Barthas - Route de Saint Privat 30340 SALINDRES, est mise en demeure :

- **sous un délai maximal de 3 mois**, de respecter les dispositions du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé en disposant d'un plan des zones de stockage adapté

- **sous un délai maximal de 6 mois**, de respecter les dispositions de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 mai 2010 susvisé en disposant d'états des stocks permettant à la fois de « servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel » et de « répondre aux besoins d'information de la population » ;

A cette fin :

\* **Sous un délai de 3 mois**, l'exploitant transmet au préfet l'état des matières stockées au format détaillé.;

\* **Sous un délai de 6 mois**, l'exploitant adresse au préfet l'état des matières stockées au format synthétique...

- **sous un délai maximal de 3 mois**, de respecter les dispositions de l'article 9 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé en améliorant les conditions de stockages qui le nécessitent ;

- **sous un délai maximal de 9 mois**, de respecter les dispositions de l'article 12 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé en installant une détection incendie dans toutes les zones classées sous la rubrique 1510.

A cette fin :

\* **Sous un délai de 2 mois**, l'exploitant transmet au préfet le bon commande du remplacement de la centrale incendie pour permettre la gestion de la détection incendie de l'IPD 2 constitué par le bâtiment 2, le chapiteau et la zone de stockage extérieure des inflammables.

\* **Sous un délai de 6 mois**, l'exploitant adresse au préfet un état d'avancement des travaux de mise en conformité de l'IPD2.

Les délais sus-visés s'entendent à compter de la date de notification du présent arrêté.

#### **Constats :**

Un point d'avancement sur les mises en conformité attendues selon l'APMD n°2025-05 du 17/02/2025 a été fait lors de la visite : l'inspection relève que l'exploitant suit les délais associés au plus près, notamment en ce qui concerne dans un premier temps le plan des zones de stockage, les conditions de stockage et la mise en place d'un format détaillé de l'état des matières stockées, selon les AM du 11/04/2017 et du 4/05/2010.

Il est convenu la transmission d'un premier point d'avancement, justificatifs à l'appui, à la première échéance des 3 mois.

**Type de suites proposées :** Sans suite